

Et si on abolissait les écoles publiques ?

Lew Rockwell

Article publié initialement sur le site de Lew Rockwell (lewrockwell.com) puis repris sur le site du Mises Institute (mises.org) dans le cadre de l'anthologie de Wenzel.

Dans la culture américaine, les écoles publiques sont louées en public et critiquées en privé, ce qui est à peu près l'inverse de la manière dont nous tendons à traiter les grandes entreprises comme Wal-Mart. En public, tout le monde dit que Wal-Mart est une entreprise horrible, remplie de produits étrangers de mauvaise qualité et exploitant ses employés. Mais en privé, nous achetons ses produits bon marché de qualité, et des files entières de gens espèrent s'y faire embaucher.

Pourquoi ? Cela a quelque chose à voir avec le fait que les écoles publiques font partie de notre religion civique : c'est la première preuve que les gens citent pour montrer que le gouvernement local est à notre service. Et il y a un élément psychologique. La plupart d'entre nous y plaçons nos enfants, elles doivent donc certainement avoir notre meilleur intérêt à cœur !

Mais l'ont-elles ? L'ouvrage *Education: Free and Compulsory*¹ de Murray N. Rothbard explique que la véritable origine et l'objectif principal de l'éducation publique n'est pas tant l'éducation comme nous la concevons, mais l'endoctrinement dans la religion civique. Cela explique pourquoi l'élite civique est si suspicieuse vis-à-vis de l'école à la maison (home schooling) et de l'école privée : ce n'est pas la peur des mauvais résultats aux examens qui motive cette suspicion, mais l'inquiétude que ces élèves n'apprennent pas les valeurs que l'État considère comme importantes.

Mais détruire les écoles publiques n'est pas le but de cet article. Il existe des écoles publiques honorables et d'autres terribles, donc il ne sert à rien de généraliser. Pas plus qu'il n'est nécessaire de réciter des données comme les résultats aux examens. Laissez-moi juste parler d'économie. Toutes les études ont montré que le coût moyen par élève pour les écoles publiques est deux fois supérieur à celui des écoles privées (voir ici un échantillon d'étude²). (NdT : c'est confirmé en France aussi).

Cela va à l'encontre de l'intuition, puisque les gens pensent que les écoles publiques sont gratuites et que les écoles privées sont chères. Mais une fois que l'on considère la source de financement (impôts ou frais de scolarité de marché/dons), l'alternative privée est bien moins chère. En fait, les écoles publiques coûtent autant que les écoles privées les plus chères et les plus élitistes du pays. La différence est que le coût de l'enseignement public est réparti

¹ <https://mises.org/store/Product2.aspx?ProductId=94&CategoryId=18&AFID=14>

Note du trad. : en français, L'Éducation : Gratuite et obligatoire

² <http://www.mackinac.org/archives/1997/s1997-04.pdf>

sur la population entière, tandis que le coût des écoles privées est supporté uniquement par les familles des élèves qui les fréquentent.

En bref, si nous pouvions abolir les écoles publiques et les lois sur l'enseignement obligatoire, et toutes les remplacer par une éducation assurée par le marché, nous aurions de meilleures écoles à la moitié du prix, et elles seraient également plus libres. Nous aurions aussi une société plus juste, où seuls les consommateurs de l'éducation en supporteraient les coûts.

Alors, qu'est-ce qui ne va pas ? Eh bien, il reste le problème de la transition. Il y a d'évidentes et de profondes difficultés politiques. Nous pouvons dire que l'éducation publique bénéficie ici d'un avantage politique en raison des effets de réseaux³. Un nombre significatif de « souscriptions », etc., ont été clouées dans le statu quo, et il est très difficile d'en changer le mode de fonctionnement.

Mais supposons. Disons qu'une ville décide toute seule que les coûts de l'enseignement public sont trop élevés en comparaison avec l'enseignement privé, et le conseil municipal décide d'abolir carrément les écoles publiques. La première chose à noter est que ce serait illégal, puisque chaque État a besoin des communes pour fournir l'éducation sur une base publique. Je ne sais pas ce qu'il arriverait aux membres du conseil municipal. Seraient-ils envoyés en prison ? Qui sait ? Ils seraient certainement poursuivis.

Mais disons que nous outrepassons en quelque sorte ce problème, grâce à, disons, un amendement spécial dans la constitution de l'État qui exempte certaines communes si le conseil municipal approuve. Il reste le problème de la législation fédérale et de la réglementation. Je fais de la pure spéculation sachant que je ne connais pas les lois concernées, mais nous pouvons imaginer que le ministère de l'éducation y porterait son attention, et qu'une sorte d'hystérie nationale s'en suivrait. Mais disons que là aussi, nous passons miraculeusement ce problème, et que l'État fédéral laisse cette commune suivre son propre chemin.

Il y aura deux étapes dans la transition. À la première étape, de nombreux effets supposément mauvais se produiront. Comment seront traités les bâtiments physiques dans notre exemple ? Ils seront vendus au plus offrant, que ce soit aux propriétaires des nouvelles écoles, aux entreprises ou aux promoteurs immobiliers. Et les enseignants et les administrateurs ? Tous abandonnés. Vous pouvez imaginer le tollé.

Avec les impôts fonciers abolis, les gens avec des enfants dans les écoles publiques pourraient partir. Il n'y aura pas de primes pour les foyers dans les districts scolaires considérés comme bons. Cela créera de la colère. Un problème majeur se posera pour les parents qui feront le choix de rester, à savoir quoi faire des enfants pendant la journée.

Avec la fin des impôts fonciers, il y aura de l'argent supplémentaire pour payer les écoles, mais les actifs auront chuté en valeur de marché (même sans la Fed), ce qui constituera un sérieux problème lorsqu'il faudra payer les frais de scolarité. Il y aura également, bien sûr,

³ http://en.wikipedia.org/wiki/Network_effect

une hystérie généralisée à propos des pauvres, qui se trouveront sans autre choix d'école que celui de l'école à la maison.

Tout cela semble assez catastrophique, n'est-ce pas ? En effet. Mais ce n'est que la première étape. Si nous pouvons en quelque sorte sauter à la deuxième étape, quelque chose de complètement différent émergera. Les écoles privées existantes seront remplies à pleine capacité et il y aura un besoin criant pour de nouvelles écoles. Les entrepreneurs vont rapidement inonder le terrain en fournissant des écoles sur une base compétitive. Les églises et les autres institutions civiques réuniront l'argent pour assurer l'enseignement.

Au début, les nouvelles écoles seront modelées sur l'idée de l'école publique. Les enfants iront à l'école de 8 h à 16 h ou 17 h, et toutes les classes seront assurées. Dans un temps court, de nouvelles alternatives apparaîtront. Il y aura des écoles où les classes seront sur une demi-journée. Il y aura des grandes, des moyennes, et des petites écoles. Certaines auront 40 enfants par classe, et d'autres 4 ou 1. Les cours particuliers exploseront. Des écoles confessionnelles de toutes sortes apparaîtront. Des micro-écoles ouvriront pour servir des intérêts liés à des domaines particuliers : science, classique, musique, théâtre, informatique, agriculture, etc. Il y aura des écoles non-mixtes. Que le sport fasse partie de l'enseignement ou soit quelque chose de complètement indépendant, ce sera au marché de décider.

Et le modèle de l'école élémentaire, du secondaire, des études supérieures, ne sera plus le seul possible. Les classes ne seront pas nécessairement regroupées selon le seul critère de l'âge. Certaines seront également basées sur la capacité et le niveau d'avancement. Les frais de scolarité iront de l'ordre de la gratuité au super-cher. Le point central est que le consommateur sera au centre.

Des services de transport surgiraient pour remplacer le vieux système du bus de l'école. Les gens seraient capables de gagner de l'argent en achetant des vans et en fournissant le transport. Dans tous les domaines relatifs à l'éducation, des opportunités de profit abonderaient.

En bref, le marché de l'éducation fonctionnerait de la même manière que n'importe quel autre marché. Les épiceries, par exemple. Où il y a une demande, et évidemment que les gens demandent de l'éducation pour leurs enfants, il y a une offre. Il y a beaucoup de grandes épiceries, des petites, des bon marché, des chères, et des magasins pour épiceries sur la route. C'est la même chose pour tous les autres biens, et ce serait la même chose pour l'éducation. Encore une fois, le consommateur règnerait. À la fin, ce qui émergerait n'est pas entièrement prévisible – le marché ne l'est jamais – mais ce qui arriverait serait en accord avec les volontés du public.

Après cette deuxième étape, la ville émergerait comme l'une des plus désirables du pays. Les alternatives éducatives seraient illimitées. Ce serait une source de progrès énorme, et un modèle pour la nation. Cela pourrait conduire le pays entier à repenser l'éducation. Et ensuite, ceux qui auraient déménagé reviendraient pour bénéficier des meilleures écoles dans le pays à la moitié du prix des écoles publiques, et ceux sans enfants à la maison n'auraient pas à payer un sou pour l'éducation. Parlez d'attractivité !

Alors, quelle ville sera la première à le tenter et à nous montrer le chemin ?